

paragraphe 3  
f aux marchés

## SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 2:	CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4:	REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	4
ARTICLE 5:	VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6:	ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE .....	5
ARTICLE 7:	NANTISSEMENT .....	5
ARTICLE 8:	SOUS-TRAITANCE .....	5
ARTICLE 9:	DELAI DE LIVRAISON .....	5
ARTICLE 10:	LIEU DE LIVRAISON DES FOURNITURES .....	6
ARTICLE 11:	MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	6
ARTICLE 12:	NATURE DES PRIX .....	6
ARTICLE 13:	CARACTERE DES PRIX.....	7
ARTICLE 14:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	7
ARTICLE 15:	RETENUE DE GARANTIE .....	7
ARTICLE 16:	ASSURANCES - RESPONSABILITE .....	7
ARTICLE 17:	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE .....	7
ARTICLE 18:	DELAI DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 19:	RECEPTION PROVISOIRE .....	7
ARTICLE 20:	RECEPTION DEFINITIVE.....	7
ARTICLE 21:	MODALITES DE REGLEMENT.....	7
ARTICLE 22:	PENALITES POUR RETARD.....	8
ARTICLE 23:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	8
ARTICLE 24:	RESILIATION DU MARCHE.....	8
ARTICLE 25:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES .....	8
ARTICLE 26:	CAS DE FORCE MAJEURE .....	8
ARTICLE 27:	OCTROI D'AVANCE.....	8
ARTICLE 28:	DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT .....	9
CHAPITRE II :	CLAUSES TECHNIQUES.....	10
ARTICLE 29:	SPECIFICATION DES FOURNITURES .....	10
ARTICLE 30:	SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	10
ARTICLE 31:	DATE DE PEREMPTION .....	10
ARTICLE 32:	BORDERAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF .....	10

## APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°01/CSEFRS/2022

Appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

### ENTRE

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, (CSEFRS) représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'une part :

ET

#### Cas de personnes morales :

**Monsieur** ..... , **Qualité**.....;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :  
.....;

Inscrit au registre de commerce de ..... sous le N° : ..... ;

Inscrit au rôle de la patente de ..... Sous N° : ..... ;

Identification fiscale sous le N° : ..... ;

Affilié à la CNSS sous le N° : .....;

Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la  
banque ..... Agence ..... :

Faisant élection de domicile à : ..... ;

#### Cas de coopératives ou union de coopératives :

**Monsieur** ..... , **Qualité**.....;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :  
.....(dénomination de la coopérative ou union de coopérative) ;

Inscrite au registre local des coopératives..... (localité) sous le n°.....

Affiliée à la CNSS sous le N° ..... :

N° de la taxe professionnelle .....

Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la  
banque ..... Agence ..... :

Faisant élection de domicile à : ..... ;

#### Cas d'auto-entrepreneurs :

**Monsieur** ..... , **Qualité**.....;

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur..... (localité) sous le n°.....  
.....

N° de la taxe professionnelle .....

Titulaire du compte bancaire N° : ..... Ouvert à la  
banque ..... Agence ..... :

Adresse.....

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT





## CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix a pour objet l'achat de fournitures informatiques pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en lot unique.

### ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en la livraison de fournitures informatiques, conformément aux désignations définies dans le bordereau des prix détail estimatif objet de l'article 31.

### ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rejeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret N°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2-19-69 du 18 Ramadan 1440 (24 Mai 2019) modifiant et complétant le décret N° 2-12-349 du 08 Jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAG-T approuvé par le Décret N° 2-14-394 du 6 chaabane1437 (13 mai 2016) ;
- Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir N° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi N°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal N° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret N° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal N°2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.



Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues

#### **ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente. L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de livraison des fournitures. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE**

Les notifications du Maître d'Ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

#### **ARTICLE 7: NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabi II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N°112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par le **Directeur des Affaires Administratives et Financières relevant du Chef du Gouvernement**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son marché à un tiers.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Les sous-traitants doivent en outre justifier des qualités et des capacités requises par la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 158 du décret N°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et les tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché et ne peut porter sur les articles du N°32 au N°42.

#### **ARTICLE 9: DELAI DE LIVRAISON**

Le titulaire devra livrer les fournitures objet du présent marché dans un délai de **60 jours**.





Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire. Lorsque le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

#### **ARTICLE 10: LIEU DE LIVRAISON DES FOURNITURES**

Le titulaire est tenu d'assurer, à ses frais (charges et décharges comprises), la livraison des fournitures, objet du présent marché, dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à : Angle Avenue Allal El Fassi- et Avenue AL MILYA - Rabat.

#### **ARTICLE 11: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

##### **11.1 MODALITES DE LIVRAISON**

La livraison des fournitures objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique sis à **Angle Avenue AL MELIA et ALLAL EL FASSI Hay Riad Rabat.**

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en trois (3) exemplaires. Ce bon de livraison doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du titulaire ;
4. L'identification des fournitures livrées (N° de l'article, désignations et caractéristiques des fournitures, quantités livrées).

Toutes les livraisons des fournitures doivent s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le titulaire et accepté par le maître d'ouvrage.

Avant toute livraison de fournitures, le titulaire du marché doit informer le maître d'ouvrage de la livraison au moins 02 jours avant la date prévisionnelle de livraison.

##### **11.2 CONDITIONS DE LIVRAISON**

La livraison des fournitures sera effectuée dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Elle est effectuée en présence des membres de la commission désignée par le maître d'ouvrage pour réceptionner les fournitures et le titulaire du marché.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire et la non-réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

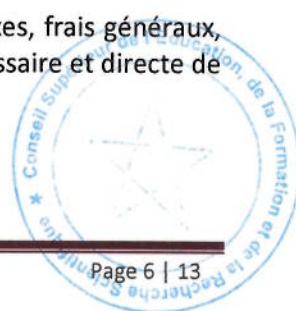
Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

#### **ARTICLE 12: NATURE DES PRIX**

Le marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent marché, aux quantités réellement livrées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.





#### **ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX**

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2-12-349 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

#### **ARTICLE 14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF**

Le cautionnement provisoire est fixé à **dix mille Dirhams (10.000,00 Dhs)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

#### **ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE**

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

#### **ARTICLE 16: ASSURANCES - RESPONSABILITE**

Le titulaire du marché doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des livraisons, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du C.C.A.G.T.

#### **ARTICLE 17: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE**

Le titulaire garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire, le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

#### **ARTICLE 18: DELAI DE GARANTIE**

Conformément à l'article 75 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de délai de garantie.

#### **ARTICLE 19: RECEPTION PROVISOIRE**

Il sera procédé à la réception provisoire du marché par une commission désignée à cet effet. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire selon les modalités suivantes :

- Une commission examinera en détail les fournitures livrées. Les fournitures reconnues non conformes ou défectueuses seront isolées par les soins et aux frais du titulaire et remplacées dans le délai contractuel ;
- Une fois que toutes les fournitures sont conformes, la commission procédera à la réception provisoire et à l'établissement du procès-verbal y afférent ;
- Le procès-verbal sera conjointement signé par les membres de la commission désignée et le titulaire du présent marché.

#### **ARTICLE 20: RECEPTION DEFINITIVE**

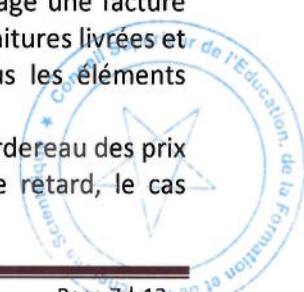
La réception définitive sera prononcée après la réception provisoire.

Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive, signé conjointement par les membres du comité de suivi et le titulaire du présent marché.

#### **ARTICLE 21: MODALITES DE REGLEMENT**

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraison et établie en cinq (05) exemplaires décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités réellement livrées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.





Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées dans son Compte bancaire.

#### **ARTICLE 22: PENALITES POUR RETARD**

A défaut d'avoir terminé la livraison des articles dans le délai prescrit, il sera appliqué au titulaire, sans préjudice, des mesures prises par le maître d'ouvrage en application de l'article 65 du CCAG-T, une pénalité de retard de 1 ‰ (un pour mille) par jour calendaire du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente a le droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

#### **ARTICLE 23: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret N° 2.12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

#### **ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHE**

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret N°2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire, le Président du Conseil, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le titulaire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

#### **ARTICLE 25: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82 et 83 du C.C.A.G-T.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 26: CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, les dispositions de l'article 47 du CCAG-T s'appliquent.

#### **ARTICLE 27: OCTROI D'AVANCE**

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.





#### **ARTICLE 28: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



## CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 29: SPECIFICATION DES FOURNITURES

Le titulaire doit respecter les caractéristiques techniques formulées dans le bordereau des prix - détail estimatif et s'engage à fournir des fournitures neuves et originales.

### ARTICLE 30: SPECIFICATIONS TECHNIQUES

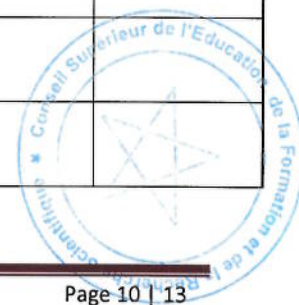
Les fournitures, objet du présent appel d'offres, doivent répondre aux spécifications techniques et caractéristiques indiquées au bordereau des prix – détail estimatif.

### ARTICLE 31: DATE DE PEREMPTION

La date de péremption des fournitures ne doit pas être inférieure à (2) deux ans à la date de la livraison.

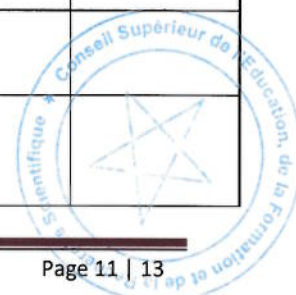
### ARTICLE 32: BORDERAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

N° PRIX	DESIGNATION	UNITE DE MESURE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE H.T.	PRIX TOTAL H.T.
1	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Entreprise M651xh (REF/CF 320 A)	UNITE	22		
2	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Entreprise M651xh (REF/CF 331 A)	UNITE	14		
3	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Entreprise M651xh (REF/CF 332 A)	UNITE	12		
4	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Entreprise M651xh (REF/CF 333 A)	UNITE	12		
5	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet 2420 (REF/Q 6511 A)	UNITE	1		
6	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Pro MFP M477dw (REF/CF 410 A)	UNITE	30		
7	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Pro MFP M477dw (REF/CF 411 A)	UNITE	20		
8	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Pro MFP M477dw (REF/CF 412 A)	UNITE	20		
9	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Pro MFP M477dw (REF/CF 413 A)	UNITE	20		
10	Toner d'origine pour imprimante LaserJet Enterprise MFP M476dn (REF/CF 380 A)	UNITE	10		
11	Toner d'origine pour imprimante LaserJet Enterprise MFP M476dn (REF/CF 381 A)	UNITE	8		
12	Toner d'origine pour imprimante LaserJet Enterprise MFP M476dn (REF/CF 382 A)	UNITE	6		
13	Toner d'origine pour imprimante LaserJet Enterprise MFP M476dn (REF/CF 383 A)	UNITE	6		
14	Toner d'origine pour imprimante HP LASER JET CP 5225 DN (REF/CE 740 A)	UNITE	2		
15	Toner d'origine pour imprimante HP LASER JET CP 5225 DN (REF/CE 741 A)	UNITE	2		





N° PRIX	DESIGNATION	UNITE DE MESURE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE H.T.	PRIX TOTAL H.T.
16	Toner d'origine pour imprimante HP LASER JET CP 5225 DN (REF/CE 742 A)	UNITE	2		
17	Toner d'origine pour imprimante HP LASER JET CP 5225 DN (REF/CE 743 A)	UNITE	2		
18	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Enterprise M578dn (REF/212A-W2120A)	UNITE	2		
19	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Enterprise M578dn (REF/212A-W2121A)	UNITE	2		
20	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Enterprise M578dn (REF/212A-W2122A)	UNITE	2		
21	Toner d'origine pour imprimante HP LaserJet Enterprise M578dn (REF/212A-W2123A)	UNITE	2		
22	Toner d'origine pour imprimante HP Laser Pro 400 M451nw (305A) (CE410A)	UNITE	8		
23	Toner d'origine pour imprimante HP Laser Pro 400 M451nw (305A) (CE411A)	UNITE	4		
24	Toner d'origine pour imprimante HP Laser Pro 400 M451nw (305A) (CE412A)	UNITE	4		
25	Toner d'origine pour imprimante HP Laser Pro 400 M451nw (305A) (CE413A)	UNITE	4		
26	Toner pour imprimante HP Laser jet Enterprise MFP M575c (507A) (CE400A)	UNITE	2		
27	Toner pour imprimante HP Laser jet Enterprise MFP M575c (507A) (CE401A)	UNITE	2		
28	Toner pour imprimante HP Laser jet Enterprise MFP M575c (507A) (CE402A)	UNITE	2		
29	Toner pour imprimante HP Laser jet Enterprise MFP M575c (507A) (CE403A)	UNITE	2		
30	Toner Brother 8360 (TN 6300)	UNITE	5		
31	Toner pour Copieur Numérique TOCHIBA E-Studio 233 T 2840-E	UNITE	2		
32	Kit de Fusion d'origine pour imprimante Laser jet M651	UNITE	2		
33	Kit de transfert d'origine pour imprimante Laser jet M651	UNITE	2		
34	Kit de fusion d'origine pour imprimante couleur HP Laserjet Pro 400 M451nw	UNITE	1		
35	Kit de transfert d'origine pour imprimante couleur HP Laserjet Pro 400 M451nw	UNITE	1		
36	Kit de fusion d'origine pour Imprimante monochrome HP LaserJet Enterprise 700 M725dn	UNITE	1		



N° PRIX	DESIGNATION	UNITE DE MESURE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE H.T.	PRIX TOTAL H.T.
37	Kit de transfert d'origine pour imprimante couleur multifonction HP LaserJet Enterprise MFP M476dn	UNITE	1		
38	Kit de fusion d'origine pour Imprimante couleur multifonction HP LaserJet Enterprise MFP M575fdn	UNITE	1		
39	Kit de transfert d'origine pour Imprimante couleur HP Color LaserJet Pro MFP M477fnw	UNITE	2		
40	Kit de fusion d'origine pour Imprimante couleur HP Color LaserJet Pro MFP M477fnw	UNITE	2		
41	Kit roller HP Laser Jet Enterprise 700M 725dn	UNITE	4		
42	Kit roller HP Laser Jet Enterprise MFP M575c	UNITE	1		
43	Ensemble clavier Bilingue et souris sans fil de marque renommée	UNITE	10		
TOTAL HT					
TVA					
MONTANT TOTAL T.T.C					

**ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE .....**  
**DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.**



**DERNIERE PAGE**  
**CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES**  
**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX**  
**N°01/CSEFRS/2022**

**OBJET**

**L'ACHAT DE FOURNITURES INFORMATIQUES POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE  
L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
- LOT UNIQUE -**

<p style="text-align: center;"><b><u>PRESENTE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>Abdelhak MSELLAK</b> Chef de Département Ressources Humaines et Logistique</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>VERIFIE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>KHADDOU BENJELLOUN</b> Directeur du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>VALIDE PAR</u></b></p> <p style="text-align: center;"><b>Iman KERKEB</b> Secrétaire Générale Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></b></p>

